

Texte pseudonymisé

**Avertissement:** Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

N° 244/23

Not. 2032/23/XD

### Tribunal d'arrondissement de et à Diekirch

Le 7 juillet 2023, **Conny SCHMIT, juge de la jeunesse**, siégeant en tant que juge unique de la chambre du conseil du Tribunal d'arrondissement de et à Diekirch, assistée de **João MARINHO, greffier assumé**, a rendu l'

### ORDONNANCE

qui suit :

Vu la requête de mise en liberté provisoire annexée, déposée le 4 juillet 2023 par la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) PIERRET & associés, établie à Luxembourg, représentée aux fins de la présente procédure par Maître Anouk EWERLING, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, au nom et pour compte de

**PERSONNE1.)**, né le DATE1.) à ADRESSE1.) ADRESSE2.), actuellement en détention préventive.

Vu le rapport du juge d'instruction.

Entendus en la séance de la chambre du conseil du 6 juillet 2023, Maître Anouk EWERLING, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, en ses moyens, l'inculpé, assisté de l'interprète Mesud BABACIC assermenté à l'audience, en ses explications et la représentante du Ministère Public, Stéphanie CLEMEN, substitut principal, en ses conclusions.

-----

En l'occurrence, il existe des indices graves de culpabilité à charge de l'inculpé résultant de l'ensemble des éléments du dossier d'instruction et notamment de ses aveux, des déclarations des témoins, des constatations policières et des saisies opérées.

Les faits lui reprochés emportent une peine criminelle.

Le danger de fuite est légalement présumé.

Le danger de fuite existe également en fait au vu de l'absence d'attaches de l'inculpé au Luxembourg et de ses liens personnels à l'étranger.

Il y a lieu de craindre, au vu des antécédents judiciaires spécifiques dans le chef de l'inculpé et de la situation personnelle précaire de l'inculpé, qui est sans emploi et sans revenus, que PERSONNE1.), n'abuse de sa liberté pour commettre de nouvelles infractions.

Il n'y a partant pas lieu de faire droit à la requête.

Pour les mêmes motifs, il n'y a pas lieu de faire droit à la demande subsidiaire.

**Par ces motifs :**

**La chambre du conseil du tribunal d'arrondissement de et à Diekirch, composée d'un juge unique,**

**r e j e t t e la demande de mise en liberté provisoire,**

**r é s e r v e les frais.**

**Ainsi fait et prononcé au Tribunal d'Arrondissement de et à Diekirch, date qu'en tête.**

Signé : SCHMIT, PERSONNE2.)

---

**Cette ordonnance est susceptible d'appel.**

L'appel doit être interjeté dans les formes et délais prévus aux articles 133 et suivants du code de procédure pénale et il doit être formé par l'inculpé ou son avocat, la partie civile, la partie civilement responsable ainsi que tout tiers concerné justifiant d'un intérêt personnel et leurs avocats respectifs dans les **5 jours** de la notification de la présente ordonnance, auprès du greffe de la chambre du conseil, en se présentant **personnellement** pour signer l'acte d'appel. Si l'inculpé est détenu, il peut déclarer son appel au greffe du Centre pénitentiaire.